

Soutenir l'agriculture. Oui, mais ... laquelle ?

PATRICK DUPRIEZ, INGÉNIEUR AGRONOME ET COPRÉSIDENT D'ECOLO ET PHILIPPE BARET, PROFESSEUR DE GÉNÉTIQUE ET D'AGROÉCOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN

Carte blanche Il est temps de redonner un souffle à notre agriculture, d'encourager une dimension familiale, paysanne, moins énergivore et davantage axée sur la qualité que celle qui est développée par les géants de l'agro-industrie.

Le Soir 17h 09/09/15 22:36

http://jn.lesoir.be/?_ga=1.199568558.1820660379.1360526980#/article/266064 Page 5 of 6

Le prix des produits agricoles est fixé par une mécanique qui, comme pour le pétrole, laisse jouer les lois du marché. Ainsi, même si 90 % des produits laitiers sont vendus sur le marché national, ce sont les prix les plus bas sur les marchés mondiaux qui sont appliqués. Au niveau européen, la tendance est de favoriser une alimentation bon marché et standardisée, commercialisée majoritairement par de grands groupes de transformation et de distribution. Au niveau mondial, les prix sont décroissants sur le long terme avec des soubresauts. Tout cela ayant comme conséquence une concurrence féroce qui amplifie la course au prix le plus bas pour le producteur.

Quatre victimes Ce choix politique d'une agriculture bon marché à tout prix hérité de l'après-Seconde Guerre mondiale a fait quatre victimes. L'agriculture familiale d'abord, progressivement détruite par une logique de spécialisation, de mécanisation et de standardisation favorisant des exploitations de plus en plus grandes. Ces 30 dernières années, la Belgique a perdu 43 fermes chaque semaine, et 60 % de sa main-d'oeuvre agricole. Les équilibres écologiques et climatiques ensuite, sur lesquels l'agriculture conventionnelle a un impact significatif : pesticides, fertilisation, érosion... Tous ces dégâts environnementaux ne sont pas pris en compte dans le prix final des produits. Le modèle agricole industriel est favorisé par une sorte de droit de polluer gratuitement. La troisième victime de la course au prix bas est la santé du consommateur mise à mal par des produits reconnus par tous comme de faible qualité, trop gras et trop sucrés, parsemés d'additifs divers. Et finalement, l'idée même d'un modèle différent de gestion de nos systèmes alimentaires, de nos paysages et de notre développement rural est sacrifiée à une course sans espoir à la compétitivité.

Trois trajectoires possibles Le principal, sinon le seul, avantage que pourrait faire valoir l'agriculture européenne sur le marché mondial est sa différence. Alors pourquoi accepter les règles d'une mondialisation qui fait de nous des perdants au prix d'une perte de qualité de vie et de valeurs ? Trois trajectoires sont actuellement possibles pour les agriculteurs : – La fuite en avant, basée sur la poursuite et l'optimisation du modèle actuel par l'agrandissement et l'industrialisation. Les quantités produites augmentent, les marges sont toujours plus faibles. La seule solution devient l'exportation sur un marché mondial où la concurrence est énorme. C'est la solution privilégiée par les syndicats agricoles dominants et par les agriculteurs qui s'en sortent le mieux dans ce marché faussé. – La seconde option est celle d'une agriculture familiale plus autonome en énergie et productrice de ses propres aliments pour bétail. Produire du lait à partir de la consommation d'herbe des prairies pâturées (et non en utilisant des aliments venant d'outre-Atlantique) rapporte par exemple en moyenne 15 % de moins en revenu mais coûte 76 % de moins en énergie. C'est donc une solution qui a un avenir. – La troisième voie est celle de la différenciation et de la relocalisation. Son modèle de référence est l'agriculture biologique. Le choix est alors celui de la qualité des produits, de la cohérence environnementale dans les choix d'alimentation (refus des OGM, valorisation des fourrages produits sur l'exploitation) et de gestion des sols. Il implique aussi des filières économiques plus courtes maintenant la valeur ajoutée de la production par une relation directe avec le consommateur. Chacune de ces trajectoires a ses arguments, ses champions et surtout sa logique. Ces différents modèles sont à des instants différents de leur développement et c'est peu dire qu'ils n'ont pas rencontré le même soutien politique, en termes de financement, de publicité et de recherche au cours des soixante

dernières années. A titre d'exemple, le soutien aux biotechnologies dans le cadre des programmes de recherche européen en agriculture ont quadruplé sur dix ans alors qu'ils stagnent pour l'agriculture biologique.

Pour sortir de la crise, un changement profond de trajectoire est donc nécessaire. Les options les plus pertinentes pour demain sont déjà à l'oeuvre aujourd'hui dans la diversité du monde agricole. Il est cependant temps de rétablir un équilibre dans les options que nous soutenons. Augmenter les prix, subsidier la production, n'aura pour conséquence qu'une poursuite du déséquilibre en faveur du modèle productiviste qui se révèle être une impasse. Impasse sociale, économique, environnementale, culturelle et même démocratique si l'on considère que la souveraineté alimentaire n'est pas compatible avec l'accaparement de l'ensemble de notre système alimentaire par quelques firmes multinationales. Une agriculture européenne originale et durable qui pourrait servir de modèle pour d'autres agricultures du monde suppose des choix radicaux de réallocation des moyens pour développer le potentiel des trajectoires qui n'ont pas été soutenues jusqu'ici autour de l'agriculture familiale, paysanne et agroécologique. La crise qui amène les agriculteurs à Bruxelles ne peut se résoudre en faisant un peu plus de la même chose – investir pour produire plus à bas prix – mais en osant un vrai changement de modèle.